

Profession de foi du candidat



Notre candidat ...



Loïc LUCAS, militant UNEF, responsable des questions universitaires

« Doctorant en physique et étudiant en L2 informatique, je suis à l'Université de Rouen depuis 7 ans. Ayant vécu la mise en place du LMD et ancien élu UNEF au CEVU ainsi qu'au Conseil de Gestion de l'UFR Sciences et Techniques, je connais les problématiques de notre Université. Attaché au sérieux que nécessite cette responsabilité, je porterai avec conviction et efficacité la voix des étudiants au sein de l'Université de Rouen et celle de l'Université de Rouen là où elle a et aura besoin d'être entendue. »

Coordonnées : loic.lucas@etu.univ-rouen.fr / 06 84 99 04 88

Pourquoi une candidature UNEF ?

Après deux victoires électorales en mars et avril 2008, l'UNEF reste la première organisation étudiante en Haute Normandie et à l'Université de Rouen. En votant majoritairement pour l'UNEF, les étudiants ont montré leur volonté de défendre leurs droits et d'en gagner de nouveaux. Forte d'une démarche syndicale responsable, l'UNEF leur propose une Vice Présidence Etudiante qui s'inscrit dans **une démarche de concertation, de transparence et de consultation**. Parce que nous sommes toute l'année au contact des étudiants, nos projets seront d'autant plus crédibles, légitimes et efficaces. Le Vice-Président Etudiant, garant des droits des étudiants et moteur de leurs initiatives, se doit de travailler en étroite relation avec l'ensemble des élus de l'Université et du CROUS, tout en conservant une proximité avec le reste du monde étudiant.

L'application dans la précipitation du LMD en 2003, l'adoption de la loi recherche en 2006 et de la loi sur l'autonomie des universités cette année ont fortement fragilisé le Service Public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La communauté universitaire s'en retrouve aujourd'hui divisée, entre les étudiants, les enseignants et les Iatoss, et entre les disciplines. Ainsi, les corporatismes se développent entre les différents acteurs de la communauté universitaire mais aussi entre les secteurs disciplinaires. Cette candidature s'inscrit donc dans une volonté de **rassembler les différents acteurs de l'Université**.

Défendre le Service Public pour démocratiser l'Université

En s'engageant sur la Vice-Présidence Etudiante, l'UNEF souhaite remettre au cœur des débats l'enjeu politique de démocratisation et de massification de l'Enseignement Supérieur. Cela passe nécessairement par la défense d'un service public de qualité, seul outil permettant d'atteindre cet objectif, de garantir tant l'égalité d'accès et de réussite de tous à l'Université que la qualité et l'indépendance de la recherche. Afin de garantir les qualités d'accueil, d'études et de travail, il est également indispensable de redynamiser les campus et d'en faire des lieux d'épanouissement de chacun.

I- Défendre le Service Public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Nous avons aujourd'hui marqué des points déterminants sur l'augmentation indispensable du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce sont maintenant les principes d'un service public français contre le modèle anglo-saxon qu'il nous faut défendre. Alors que le ministère nous promet un **Plan Campus** favorisant la compétition entre Université par la création de pôle d'excellence, nous devons être vigilant sur l'utilisation de ces nouvelles ressources. Il faut en effet que ces financements soient dédiés prioritairement aux universités les plus dégradées, garantissant au plus grand nombre **l'accès aux savoirs dans les meilleures conditions**.

En renforçant l'autonomie des universités et en transférant de nouvelles compétences comme la gestion immobilière et des personnels, l'Etat se désengage de plus en plus du pilotage de l'enseignement supérieur, accroissant ainsi les logiques de concurrence. De nouvelles structures comme les **Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur** posent la question de l'accès de tous à une formation de qualité sur l'ensemble du territoire. Nous serons donc attentifs aux conditions de mise en œuvre d'un PRES en Normandie, en particulier à ce qu'il **favorise des politiques de coopération plutôt que de compétition**.

Un Service Public de qualité doit être accessible à tous. Il est donc nécessaire d'améliorer l'accueil des étudiants à l'Université grâce à la mise en place d'un **guichet unique** regroupant les services de la Caisse d'Allocation Familiale, de la Préfecture, du CROUS, du SUIO, des mutuelles étudiantes, des associations, de la médecine préventive et de l'Université. Ce guichet unique permettra un meilleur accès à l'enseignement supérieur pour tous, en particulier pour les étudiants étrangers, facilitant leurs démarches administratives et pédagogiques.

Un service public de qualité doit également assurer le plein épanouissement de ses usagers, notamment sur les problématiques sanitaires et sociales. Il est ainsi indispensable de développer les services de la **Médecine Préventive Universitaire** : dynamisation des campagnes de prévention, garantie d'un accès aux soins pour tous, renforcement de la coopération entre Université, MPU et CROUS.

II- Démocratiser l'Enseignement Supérieur pour permettre la réussite de tous

L'échec qui sévit à l'université est aujourd'hui d'autant plus inacceptable qu'il représente une véritable sélection sociale. L'enjeu est donc aujourd'hui de redonner à l'Université sa mission d'ascenseur social et de permettre à de nouvelles catégories sociales d'accéder et de réussir dans l'enseignement supérieur pour que l'objectif d'au moins 50% d'une classe d'âge au niveau licence ne soit pas un vain slogan. Le **Plan Réussite en Licence** doit donc se traduire concrètement pour les étudiants et ne pas être une énième déclaration de principe sur la pédagogie. Ceci passe nécessairement par **l'amélioration visible de l'encadrement** des étudiants dans l'ensemble des composantes afin de donner à tous les mêmes chances de réussir. Les cours en petits groupes doivent prendre toute leur place dans la formation de l'étudiant. Il est par ailleurs indispensable de renforcer un **tutorat gratuit**, de qualité et accessible à tous répondant à une réelle mission de service public. En parallèle, des moyens financiers et humains devront être investis pour la **mise en ligne des ressources pédagogiques** et pour **l'accès à de réels enseignements de langues** et des nouvelles techniques de l'information et de la communication. Cependant, en l'absence d'un plan de recrutement de personnels, l'augmentation du taux d'encadrement, pierre angulaire du Plan Réussite en Licence, restera lettre morte.

Au delà, il nous faut avancer sur les outils concrets permettant de faire évoluer les pratiques pédagogiques. Il faut donc consolider les efforts faits sur la **transversalité des enseignements**. A ce titre, l'offre d'enseignements transversaux devra être étoffée et ces enseignements pris en compte dans les maquettes des diplômes afin d'ouvrir droit à des Crédits Européens. Pour en assurer le bon déroulement, nous proposerons l'ouverture d'une réflexion commune sur l'harmonisation des calendriers universitaires. De plus une mise en place rapide de **l'évaluation des enseignements**, en lien avec l'OVE, sera nécessaire afin de garantir la participation des étudiants au service public de l'enseignement supérieur et d'en affirmer la qualité.

En parallèle, nous devons assurer la rédaction d'une **charte des examens** afin de garantir les droits des étudiants lors des contrôles continus et terminaux : anonymat des copies, prise en compte judicieuse du handicap, double correction des copies, harmonisation des modalités de contrôle des connaissances.

Afin de démocratiser l'insertion professionnelle, nous souhaitons la création d'un **bureau des stages** afin d'en assurer la réglementation et l'utilité pédagogique : aide à la recherche de stages, suivi administratif et pédagogique, élaboration d'une charte des stages assurant leur rémunération. Il nous faudra également promouvoir **les accompagnements à la mobilité** : mettre en place un semestre de mobilité pour l'ensemble des étudiants et renforcer les accords de coopérations.

III- Redynamiser les sites universitaires

Si l'Université est un lieu de transmission verticale du savoir, nous avons l'intime conviction qu'elle est aussi un carrefour culturel, laissant libre expression aux échanges horizontaux et transversaux. C'est pourquoi la dynamisation des campus, dans le respect du développement durable, nous semble essentiel. Dans un premier temps, nous proposerons l'élaboration d'une **charte du développement durable** et une réflexion autour du **plan de déplacement universitaire** : construction d'une Université écologiquement responsable, en concertation avec les collectivités locales pour les problématiques liées au transport des étudiants et des personnels.

Pour accompagner la démocratisation des savoirs, nous proposerons l'ouverture d'un chantier "**Bibliothèque pour tous**" pour résoudre les problèmes humains, matériels et financiers de nos bibliothèques universitaires. Il ne suffit pas de réclamer l'ouverture des BU jusqu'à 23H, il faut aussi en mesurer l'impact humain et financier.

En parallèle, nous souhaitons renforcer le soutien aux manifestations culturelles et aux projets étudiants, notamment en organisant un forum mensuel à la Maison de l'Université. Il est également indispensable de garantir l'accès au sport universitaire gratuit pour tous. Pour réaliser l'ensemble de ces projets, nous devons assurer la création de **Maisons de l'Etudiant** près du pôle Pasteur ainsi qu'au campus du Madrillet et à Evreux afin de garantir une proximité des centres de soins et des activités culturelles.